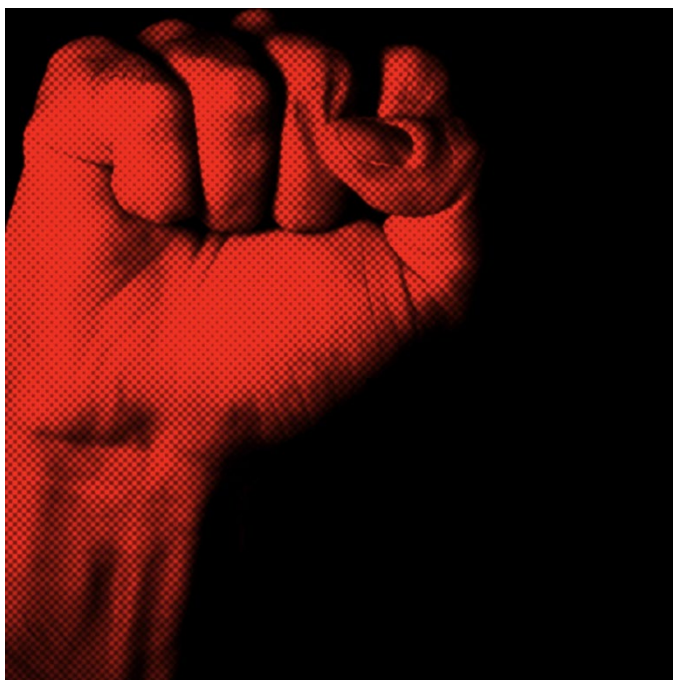


# Des leçons à tirer des échecs révolutionnaires passés

---

Étude ■ Bruno Poncelet ■ Juillet 2022



## Introduction

Fut un temps où l'on rêvait de révolutions.

Se battre au nom d'un idéal collectif : l'égalité humaine.

Refuser les injustices et les oppressions.

Prendre des risques personnels en défiant plus puissant que soi.

Militer pour améliorer le sort d'autres humains.

Tenter, avec les camarades, d'accoucher d'un monde nouveau.

Un monde meilleur. Un monde aussi parfait que possible.

Bien qu'ils semblent morts et enterrés de nos jours, ces rêves ont eu le mérite d'exister.

Des gens, nombreux, il n'y a pas si longtemps, ont rêvé d'améliorer la vie de leurs semblables.

Ils en ont rêvé tellement forts qu'ils se sont battus et ont lutté ensemble.

C'était une époque où le mot « camarade » secouait l'âme jusque dans ses tréfonds.

Pour quel résultat ?

Telle est la question principale de cette étude qui part de l'hypothèse - erronée ou non - que le modèle politique qui a dominé ces dernières décennies arrive à son terme. Bien qu'il soit toujours à la mode, le néolibéralisme sème tellement de crises sur son chemin que sa légitimité est de moins en moins fondée. Alors que les couches sociales les plus aisées accumulent des fortunes indécentes quand de nombreuses personnes basculent dans la pauvreté, comment croire encore que c'est en favorisant les personnes les plus riches qu'on créera de l'harmonie sociale ? De même, la libre-concurrence nous a mené au seuil de crises écologiques majeures avec des empires marchands parfois plus puissants que des États. Des empires marchands autorisés à faire tout et n'importe quoi pour s'enrichir, comme mentir à propos du réchauffement climatique (une spécialité des empires marchands pétroliers) ou exterminer massivement des espèces en rasant des forêts millénaires ou en pratiquant la pêche industrielle. Comment imaginer qu'en poursuivant ce genre de politique, on puisse atténuer les crises écologiques majeures que le néolibéralisme a provoquées ? On peut mentir aux gens un certain temps, mais vient un moment où le masque tombe et les supercheries sont éventées.

Même s'il a toujours les faveurs de nombreux gouvernements en place, le cauchemar néolibéral va probablement se fissurer, puis implorer. Pour être optimiste, imaginons alors que nous soyons

nombreux à vouloir le remplacer par quelque chose de plus heureux. Tournant le dos aux sirènes immondes du repli identitaire glorifiant un groupe social au mépris des autres (comme le proposent les mouvances politiques d'extrême-droite), rêvons un instant de le remplacer par un monde meilleur. Celui d'humains gravitant ensemble autour de valeurs comme la justice sociale et l'égalité. Une chose déjà tentée par le passé... mais qui n'a pas toujours bien tourné. Pour éviter de faire bégayer l'histoire en trébuchant sur les mêmes erreurs, comprendre les raisons de cet échec est important. Pour y parvenir, remontons le fil du temps jusqu'à la création de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

## Quand un tsar tombe, tout un monde devient possible

Tout comme l'œuvre de son grand romancier Fiodor Dostoïevski (1821-1881), la Russie est une terre de contrastes qui ne se laisse pas saisir d'un regard. On peut y déambuler et s'y perdre une vie entière, elle offrira toujours des surprises. Ainsi, après l'échec d'une révolution avortée en 1905 qui n'avait pas réussi à jeter hors du trône le Tsar Nicolas II (un pouvoir à la sauce « Ancien Régime »), voilà que ce dernier s'embourbe dans l'interminable deuxième guerre mondiale, entraînant avec lui des millions de soldats paysans qui vident les campagnes russes de leurs forces vives pour un résultat décevant. D'avril à septembre 1915, le vaste empire russe perd plumes et territoires (Galicie, Pologne, Lituanie, Courlande, partie de la Biélorussie) sous les coups de butoir des troupes ennemies, emmenées par l'Autriche-Hongrie, l'Empire ottoman et l'Allemagne. Conjugués aux traitements humiliants que les gradés de bonne naissance font subir à leurs propres soldats qu'ils méprisent profondément, ces revers militaires ternissent la réputation du régime tsariste au sein des troupes mobilisées d'abord, dans les campagnes ensuite, et jusqu'au cœur des villes où les classes populaires n'en peuvent plus des privations imposées par la guerre<sup>i</sup>.

En février 1917, dans la capitale russe Petrograd (Saint-Pétersbourg), une manifestation d'ouvrières en grève fait boule de neige et propulse en quelques jours, à la surprise générale, des milliers, puis des dizaines et des centaines de milliers de personnes dans les rues. Qu'elles soient ouvrières, sans travail, anarchistes, activistes ou qu'elles suivent simplement le mouvement, ces personnes qui manifestent n'ont aucune légitimité dans l'empire russe où les droits des citoyens n'ont pas d'existence légale. Aussi, pour mater cette rébellion, Nicolas II ordonne aux troupes de tirer dans la foule... mais les soldats font sédition ! Dans le mois qui suit, l'Ancien Régime s'effondre : le 2 mars, Nicolas II abdique au profit de son frère, Michel II, lequel abandonne à son tour la couronne impériale le 16 mars 1917. Pour les remplacer : une expérimentation politique inédite donne naissance à une double vie institutionnelle.

Installé dans l'aile droite du palais de Tauride à Petrograd, un gouvernement provisoire (non élu, mais pluraliste) voit le jour avec l'intention de fonder une nouvelle Russie, établie sur des normes modernes et non plus « médiévales ». Pour bâtir une démocratie participative, le gouvernement provisoire s'attache tout particulièrement à établir des règles et procédures électorales devant permettre à quelques 90 millions de personnes - soit autant de citoyennes et citoyens répartis sur un très vaste territoire - d'élire une Assemblée Constituante. Ce gouvernement provisoire entend par ailleurs mener

la guerre à son terme pour ne pas manquer la parole donnée aux Alliés européens, emmenés par la France et le Royaume-Uni<sup>ii</sup>.

Installé dans l'aile gauche du même palais de Tauride, un comité local (nommé soviét) est formé de délégués directement élus par leurs pairs : à savoir en très grande majorité des soldats (71%) et en minorité des ouvriers d'usine (29%). Dans un *Appel aux peuples du monde entier* lancé le 14 mars 1917, ce soviét de Petrograd en appelle à la fin des hostilités guerrières, sans annexions territoriales ni indemnités financières. Cet appel fait rapidement tâche d'huile au sein des troupes russes et entraîne, dans diverses régions, la création d'une multitude de soviets locaux, eux aussi composés de représentants directement élus par des soldats et des ouvriers<sup>iii</sup>.

Provenant de toute la Russie, des doléances (parfois écrites au poinçon sur des morceaux d'écorce) affluent par milliers vers Petrograd pour faire connaître l'avis du peuple - ou plutôt des nombreux groupes sociaux qui le composent - au gouvernement provisoire et au soviét de Petrograd. Selon l'historien Marc Ferro, qui a lu et analysé cette volumineuse correspondance populaire, les paysans souhaitent massivement une redistribution des terres en faveur de celles et ceux qui la travaillent (leur « courrier » évoque également l'instauration d'une République démocratique avec l'élection d'une Assemblée Constituante). Les ouvriers désiraient avant tout obtenir des salaires décentes et limiter la journée de travail à huit heures. Quant aux soldats, c'est la fin des règles disciplinaires mesquines dictées par des supérieurs imbus de leur rang qu'ils voulaient prioritairement abroger<sup>iv</sup>.

L'Ancien Régime est tombé. Malgré la guerre, s'ouvre alors en Russie tout un champ des possibles... Cela n'échappe ni aux chancelleries occidentales, ni au cœur de socialistes russes désireux de changer le monde en mieux. Parmi eux se trouve un opposant au régime du Tsar réfugié en Suisse, à Zurich, où il se consacre corps et âme à la rédaction d'un essai inspiré de Marx : *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Aussi surpris qu'exalté par la démission du Tsar, Vladimir Ilitch Oulianov (alias Lénine) décide de rentrer prestement dans son pays natal. Avec l'aide discrète de l'Allemagne ennemie (qui voit d'un bon œil le retour au bercail d'un Russe opposé à la guerre), Lénine voyage en train pour rejoindre Petrograd où il débarque le 3 avril 1917 en scandant d'emblée : « *Tout le pouvoir aux soviets !* ». Révolutionnaire marxiste, Lénine n'est guère partisan d'un régime démocratique moderne, où plusieurs partis se disputent les faveurs des électeurs. Il lui préfère une démocratie directe puisant sa sève au cœur du monde ouvrier. Par ailleurs, la poursuite de la guerre sous l'égide du gouvernement provisoire rend ce dernier de moins en moins populaire, au contraire des partisans de Lénine (les Bolcheviks) qui jouissent d'une influence croissante au sein du monde russe urbain. En témoigne notamment l'élection du camarade Lev Davidovitch Bronstein (*alias* Troski) à la tête du soviét de Petrograd en septembre 1917. Quelques semaines plus tard, faisant fi du processus électoral lancé dans toute la Russie (dont les résultats partiels plaçaient les Bolcheviks en deuxième position, derrière les Socialistes Révolutionnaires), c'est par la force que Lénine et Trotski décident de renverser le gouvernement provisoire. La Révolution d'Octobre a sonné : pour le meilleur comme pour le pire, elle allait changer le visage de la gauche et la face du monde entier<sup>v</sup>.

## Dilemmes et ambivalence du pouvoir rouge

La Révolution d'Octobre eut lieu (selon notre calendrier moderne) le soir du 7 novembre 1917. Dans les jours qui suivent, le monde entier est secoué par ce séisme politique en provenance de Petrograd : le vaste empire de Russie vient officiellement de passer entre les mains de socialistes inspirés par Karl Marx ! Mais la Révolution est chose fragile, et la victoire des Rouges loin d'être assurée. En mars 1918, quand le traité de Brest-Litovsk marque la fin officielle des hostilités entre l'Allemagne et la Russie, cela fait déjà plusieurs mois que l'ancien empire du Tsar a basculé dans la guerre civile. Celle-ci oppose les partisans de la Révolution bolchévique à de nombreux groupes d'opposants allant des « Russes blancs » (partisans de l'Ancien Régime) à divers mouvements politiques plus ou moins révolutionnaires, mais fermement opposés à une prise de pouvoir par la force. Cette guerre civile va durer plusieurs années et entraîner des conséquences funestes. Tout d'abord, les privations dues aux combats et au manque de bras dans les campagnes vont intensifier les pénuries et conduire à de terribles famines. Ensuite, le pouvoir bolchevik va littéralement se forger dans un monde peuplé d'ennemis, qu'il lui faut coûte que coûte éliminer. Dès leur prise de pouvoir, les Bolcheviks vont ainsi opter pour la répression brutale de leurs opposants mais aussi recourir à une pratique peu glorieuse : les purges. Celles-ci visent à éliminer les voix discordantes, dissidentes et minoritaires dans toutes les institutions russes (parti communiste compris). Une brutalité répressive qui vise aussi le monde ouvrier en grève - que les enfants spirituels de Karl Marx sont pourtant censés soutenir dans leur combat pour de meilleures conditions de vie - réprimé sans état d'âme dès la fin de l'année 1918, par un pouvoir rouge accusant invariablement tous ces fauteurs de troubles d'être instrumentalisés par les ennemis de la Révolution<sup>vi</sup>.

Le problème, quand on grandit en donnant des coups, c'est qu'on a parfois du mal à se défaire de cette sale habitude par la suite. Certes, comme le raconte l'historien Moshe Lewin (1921-2010), le destin de la Russie « communiste » n'était pas écrit avant d'avoir été joué. Par exemple, au moment d'adopter la Nouvelle Politique Économique (N.E.P.) au début des années 1920, le pouvoir rouge est ambivalent. D'une part, il décide de nationaliser les grands secteurs industriels qu'il veut à tout prix développer. D'autre part, il tend simultanément la main au monde paysan en instaurant davantage de justice sociale via une redistribution des terres aux paysans modestes, tout en pérennisant les modes d'organisations villageoises déjà en place. C'est donc en s'appuyant sur les marchés locaux, par l'intermédiaire d'opérations commerciales classiques, que le nouveau pouvoir installé à Moscou approvisionne en céréales les villes et régions déficitaires en denrées agricoles. Par ailleurs, le parti communiste a beau s'ériger en seul pouvoir légitime, il est également traversé par plusieurs factions et tendances idéologiques dont certaines - emmenées notamment par Boukharine - veulent à tout prix maintenir des activités commerciales privées... complémentaires aux instances étatiques. Enfin, même l'ardent révolutionnaire peu ouvert aux compromis que fut Lénine semble convaincu, dans les dernières années de sa vie, du besoin de ralentir le rythme des réformes imposées au nom de la Révolution, afin d'établir et consolider la légitimité des Bolcheviks au sein de la société russe<sup>vii</sup>. Bref, même après avoir pris le pouvoir par la force, le parti communiste russe aurait pu tendre la main à différentes composantes de la population pour développer une société alternative, certes éprise de solidarités, mais sans pour autant renoncer à une forme de cohésion sociale démocratique.

Quand Lénine meurt en 1924, son successeur se nomme Iossif Vissarionovitch Djougachvili (alias Joseph Staline). Dans un premier temps, le nouveau leader du parti communiste fait confiance au compromis avec le monde paysan instauré par la N.E.P. Cependant maintenir à flot le vaste paquebot de l'empire russe est tout sauf simple. Tout d'abord, l'effondrement de la société médiévale au profit d'un pouvoir rouge voulant à tout prix industrialiser la Russie bouleverse les groupes sociaux et repères identitaires établis. Il en résulte une « société de sables mouvants » où les changements de vie et de professions sont légion, où les dégringolades statutaires vertigineuses côtoient les promotions sociales soudaines. Hélas, quand il s'agit d'occuper des places en vue, les personnes happées « vers le haut » ne sont pas toujours les plus compétentes, ni même les plus altruistes. C'est ainsi qu'apparaissent - au sein de l'administration, du parti communiste et des usines - des responsables n'ayant que faire de l'intérêt général ou dépassés par le poids de leurs responsabilités. Ensuite, la pratique des purges se poursuit sous Staline avec l'élimination - symbolique et physique - des opposants. S'institue ainsi une méthode de gouvernance rigide et frigidité, c'est-à-dire insensible et imperméable au sort de celles et ceux qui en sont les victimes. Enfin, le parti des Bolcheviks établi à Moscou fait face à l'un des plus vieux démons des pouvoirs centraux depuis l'institution des premières Cités-États : comment convaincre des communautés locales de céder aux administrations, urbaines et lointaines, une partie du fruit de leur travail ?

Dans le cas du pouvoir rouge qui veut industrialiser au plus vite la Russie, ce dilemme peut même s'écrire en termes marxistes : afin de dégager les moyens financiers colossaux nécessaires pour développer de grandes usines, il faut souvent en passer par l'*accumulation primitive*. Soit un vol massif organisé au détriment des sociétés campagnardes, dont l'Occident colonial s'est rendu coupable durant des siècles. Si cela fit le bonheur et la prospérité des familles bourgeoises, ce fut au détriment des peuples autochtones asservis par la force conjuguée des armes, du racisme législatif et de la soif prédatrice de *conquistadores avides*<sup>viii</sup>. Dans le cas de la Russie, l'*accumulation primitive* fut tout aussi nécessaire, *a fortiori* quand les céréales collectées via l'impôt et les opérations commerciales classiques (payées à trop bas prix) s'avèrent largement en-deçà des attentes du pouvoir central. Une situation de pénurie qui prend les Bolcheviks par surprise en 1927. Un an plus tard, le parti communiste ébauche une solution à cette crise des céréales en adressant une déclaration de guerre au monde des campagnes : si les céréales n'affluent pas suffisamment vers les administrations centrales de Moscou, la faute en incombe entièrement à l'esprit *moujik* (paysan) antirévolutionnaire des gens des campagnes qui doivent changer leurs mentalités et leurs pratiques au plus vite<sup>ix</sup> !

## Les grand idéaux peuvent créer des cauchemars éveillés<sup>1</sup>

Au tournant des années 1928-1929, le parti communiste dirigé par le camarade Joseph Staline (1878-1953) décide d'imposer aux forceps, à toute la société russe, une réalité unique : l'étatisation sans limites. Cette offensive contre le secteur privé vise tous les acteurs marchands (artisans, commerçantes, paysans, intermédiaires et industriels du monde urbain) sans mettre en place une organisation alternative aux réseaux marchands et activités supprimées. Cela signe la mise à mort du secteur artisanal et de la petite industrie, mais n'empêche nullement le pouvoir rouge de rêver d'une expansion rapide des activités productives... Quitte à opter pour l'autoritarisme et le passage en force pour y parvenir.

Dans les usines étatiques, la pression hiérarchique sur le monde ouvrier s'accroît en recourant aux mesures cyniques du taylorisme, visant à contrôler et régenter les gestes ouvriers au travail pour booster la productivité... Une méthode qui a fait recette dans les pays capitalistes pour le plus grand bonheur de la bourgeoisie, et utilisée dès 1918 par des dirigeants se réclamant de Karl Marx ! Les ouvrières et les ouvriers répondent à cette pression accrue par une défection massive de leur poste de travail et le sabotage de la production, dont la qualité est en chute libre. À cette situation urbaine déjà problématique s'ajoute une dégradation catastrophique de l'organisation rurale.

Invités à rejoindre massivement les fermes collectives étatiques nommées *kolkhozes*, les paysans pauvres sont si nombreux à répondre favorablement à l'appel que leur afflux prend de court les autorités. Nullement préparées à une mutation sociale si soudaine, les administrations russes complètement débordées assistent, impuissantes, à l'émergence d'un chaos rural qui aggrave le déficit en céréales : dans certaines communautés le fourrage commence à manquer pour nourrir le bétail ; au niveau du pouvoir central, les céréales collectées restent largement en deçà des attentes. Le parti communiste passe alors un premier braquet dans la répression et décide, en 1929, d'imposer la collectivisation forcée des activités d'élevage. La réaction paysanne est désespérée et brutale : refusant d'offrir gratuitement leurs animaux aux *kolkhozes*, les paysans préfèrent tuer massivement leur bétail. Fort logiquement, cela provoque une abondance provisoire (mais trompeuse) de viande pouvant faire croire aux autorités que leur méthode marche. Dès lors, pourquoi ne pas aller de l'avant en poussant plus loin la mainmise de l'État sur les activités agricoles ? L'ancienne politique de contrats commerciaux effectués de façon volontaire avec les communautés rurales est abrogée, pour mettre en place un prélèvement obligatoire de céréales dicté par une logique discriminatoire : afin de briser l'indépendance des paysans propriétaires de leurs champs, le pouvoir central exige d'eux des fournitures de céréales bien plus imposantes que celles réclamées aux *kolkhozes* socialisés. À nouveau, les paysans indépendants (toutes catégories sociales confondues) recourent à divers stratagèmes pour dissimuler une partie de leurs récoltes aux autorités. En retour, celles-ci font pleuvoir un déluge d'amendes, confisquent les réserves de graines et lancent des enquêtes minutieuses pour retrouver les céréales cachées ; elles procèdent aussi à des arrestations et déportations massives.

---

<sup>1</sup> Ce chapitre s'inspire principalement de l'essai de Moshe Lewin, *La formation du système soviétique* (Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres).

Le bras de fer opposant le monde des campagnes à Moscou ne fait que commencer. Dans les années qui suivent, le parti communiste passe des braquets supérieurs dans la répression en imposant aux paysans restés « libres », mais déjà affamés, un double prélèvement annuel de denrées agricoles ! Leur détresse sociale est telle qu'elle touche le cœur de certaines autorités locales - y compris au sein du parti communiste - qui prennent alors fait et cause pour « leurs » paysans en ne suivant pas à la lettre les instructions de Moscou. Des purges s'ensuivent pour vider le parti et les administrations locales de leurs éléments « séditieux » et « contre-révolutionnaires ». À l'inverse, les autorités locales les plus serviles, donc les plus zélées dans la répression paysanne, bénéficient de promotions au sein du parti et de la société russe. Dans un poignant roman intitulé *L'étrangère aux yeux bleus*, l'écrivain Youri Rytkhèou<sup>2</sup> (1930-2008) narre les aberrations de la politique de l'URSS à l'égard de son peuple (les Tchouktches) : au nom de l'abolition de la propriété bourgeoise, ces éleveurs de rennes sans grand pouvoir furent privés de leurs troupeaux, donc de leur manière de vivre, lorsque Moscou imposa la remise du bétail aux kolkhozes collectivisés.

C'est ainsi que s'instaure, entre 1929 et 1933, un tournant radical en Russie. Les structures étatiques vont rapidement enfler jusqu'à la démesure pour être contrôlées par une élite minoritaire centralisée. Dictant leurs ordres depuis Moscou, les dirigeants du parti communiste (le seul à pouvoir exister) exigent d'être obéis, sans la moindre contestation, par un vaste réseau d'administrations locales et de membres du parti communiste. Toute idée de pluralisme politique ou de liberté d'opinions est enterrée d'autant plus facilement que le régime précédent, celui du Tsar, n'en était guère partisan. Quant aux Rouges qui ont pris le relais, ils ont définitivement choisi la manière forte pour imposer leurs diktats. Au nom de la sauvegarde de la Révolution, les contestataires et réfractaires au pouvoir en place sont pourchassés et condamnés à de lourdes peines - la perte de leur statut social, le goulag et parfois la mort au terme de procès politiques arbitraires. Imposée du haut vers le bas, cette logique disciplinaire n'atteint pas les effets escomptés : en dehors des groupes sociaux qui profitent des décisions du parti communiste, la peur et la démotivation gagnent du terrain au sein de la population russe. Selon Moshe Lewin, le « manque d'initiative, la tendance à fuir les responsabilités et à se cacher derrière le dos de quelqu'un d'autre, à rejeter le blâme sur ses collègues, et la philosophie du "*c'est pas mon affaire*" (*moya khata krayou*), finirent par gagner les institutions comme toutes les couches de la société.»<sup>x</sup> Du coup, les « mauvais » comportements sont punis de lourdes sanctions matérielles : adoptée le 15 novembre 1932, une loi prévoit de lutter contre l'absentéisme au travail à l'aide de mesures comme le renvoi du poste occupé, l'exclusion du logement, la privation de rations alimentaires ou encore l'interdiction d'accès aux magasins d'alimentation<sup>xi</sup>. Partout, y compris dans les strates supérieures de l'administration et du parti communiste, l'habitude est prise de taper sur « plus petit que soi » en redoutant d'être soi-même l'objet d'une purge future : « sous Staline, pour nous résumer, les chefs (*natchalstvo*) furent non seulement autorisés mais aussi invités à se montrer autoritaires et rudes envers leurs subordonnés et les masses afin de les discipliner ; ainsi acquièrent-ils une double nature, un double visage à la Janus : un visage méprisant, de despote ; et un visage soumis, de serf. »<sup>xii</sup>

<sup>2</sup> Pour la petite histoire, Youri Rytkhèou fut longtemps un intellectuel inféodé aux dogmes de Moscou. À ce titre, il fut choyé par le parti. Toutefois, à partir des années 1970, il commence à prendre ses distances et renoue peu à peu avec l'esprit de son peuple, jusqu'à dénoncer la mise à sac de l'imaginaire spirituel et des manières de vivre des Tchouktches par le régime soviétique.



Pour maintenir la cohésion sociale, le pouvoir rouge va s'appuyer de plus en plus sur des institutions répressives : armée, forces de police et KGB. Chargés de repérer et d'identifier les « traîtres à la Révolution », les services secrets russes vont encourager la délation et développer des techniques d'espionnage massif de la population. Chemin faisant, le fossé séparant le cœur du pouvoir rouge du reste du corps social russe - couches populaires, minorités ethniques, peuples indigènes, clergé orthodoxe et autres groupes sociaux victimes des politiques décidées à Moscou - allait s'élargir au point de creuser de profondes abysses taillées dans la roche, humaine, à grands coups d'oppressions individuelles et de tragédies collectives. Comme l'écrit Moshe Lewin : « Dans un stade ultérieur, plus morbide et manifestation pathologique, le dirigeant, sinon les dirigeants, allait avoir le sentiment que sa base s'était encore réduite pour se limiter à la seule partie réellement "sûre" de l'appareil : les services de sécurité... »<sup>xiii</sup>

## La faute à Marx ?

Aveugle aux détresses et conséquences tragiques générées par ses décisions, le parti communiste soviétique allait - au nom du socialisme - briser les libertés, régner par la terreur et finalement imposer une orthodoxie comparable, en bien des points, à l'Inquisition de l'Église catholique médiévale. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de purger la société de ses éléments néfastes (qu'ils soient « diaboliques » ou « contre-révolutionnaires ») en s'appuyant sur un imaginaire collectif (la « relation à Dieu » ou le « socialisme révolutionnaire ») défini par un pouvoir central (le Vatican ou le Parti communiste) pouvant s'appuyer sur des institutions officielles pour procéder aux arrestations, mener les procès et exécuter les condamnations. Dans les deux cas, la purge pouvait aller jusqu'à l'élimination physique des « mauvais éléments » de la société.

Incontestablement, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) était un régime despotique qui n'avait de socialiste que le nom... Mais comme il se réclamait ouvertement du marxisme, l'écrasante majorité des partis communistes à travers le monde - ainsi qu'une grande partie de leurs membres - allaient confondre vessies et lanternes pour s'imaginer que le socialisme avait enfin un territoire où s'ancrer, sur lequel était en train de fleurir un paradis terrestre. Par effet miroir, les détracteurs du marxisme (de gauche comme de droite) allaient vite parvenir à cette conclusion lapidaire : Karl Marx ne peut mener qu'à la dictature.

Réduire cet argument en miettes n'est guère difficile : l'œuvre de Karl Marx compte des milliers de pages, écrites à différentes périodes de sa vie et touchant à de multiples domaines (économie, histoire, politique, sociologie...). Vouloir enfermer le tout dans un goulag de la pensée nommé « URSS » ne peut se faire que par un procès d'intention terriblement réducteur, et malhonnête sur le plan intellectuel. En effet, si Karl Marx évoque la *dictature du prolétariat* (qu'il ne définit pas) comme un stade nécessaire pour passer du capitalisme au socialisme sur Terre, ce processus est à ses yeux provisoire. Comment imaginer que l'auteur de *Das Kapital* aurait approuvé, durant des décennies, un système politique s'appuyant sur des structures étatiques boursouflées au point de brider toute autonomie locale, y compris celle du monde ouvrier ? Qui plus est, une grande partie de l'œuvre de Karl Marx vise à mettre en lumière les différents rouages du capitalisme (rapports entre monnaie et marchandises, formation du capital, exploitation des travailleurs et monopolisation des richesses, nécessité de l'expansion

continue du système...). Ce faisant, Karl Marx a légué des outils théoriques qui peuvent servir plus d'un siècle après sa mort - même s'ils ont parfois vieilli et méritent d'être aiguisés à l'aune de concepts plus récents - pour comprendre le monde dans lequel nous vivons. Par ailleurs, la critique sans concessions de l'autoritarisme et du pouvoir présente chez Karl Marx peut parfaitement être utilisée (comme on l'a brièvement fait avec son concept d'*accumulation primitive*) pour dénoncer les pires travers du régime soviétique. Bref, on ne peut réduire une œuvre aussi colossale, subtile, intelligente et touffue aux seuls crimes et fléaux que d'aucuns ont commis en son nom.

À l'inverse, il est important de comprendre comment, portés par un fol enthousiasme de justice sociale, des foules entières (en URSS comme au-dehors) ont pu vénérer un système oppressif de façon aussi aveugle que... les plus radicaux des religieux prêts à tous les extrêmes pour défendre et répandre leur foi. On doit aussi se souvenir des nombreux socialistes (souvent proches du courant anarchiste) qui ont mis en garde Karl Marx, de son vivant, des dérives autoritaires et despotiques présentes en germe dans son œuvre, notamment lorsqu'il propose une dictature du prolétariat en guise de sortie du capitalisme. L'esprit critique recommande donc d'investiguer davantage avant d'exonérer Marx de toute responsabilité. Car à bien chercher, on peut trouver par moments des ponts idéologiques entre l'œuvre de Marx et certains traits pathologiques de l'URSS. Pour mettre ces ponts en évidence, replongeons un instant dans un écrit publié en 1848 par Karl Marx et Friedrich Engels : le *Manifeste du parti communiste*<sup>3</sup>.

## Un socialisme scientifique ?

Réalisé à la demande de la *Ligue des communistes*, une association fondée à Londres en 1847 par des militants socialistes issus de divers pays, le *Manifeste du parti communiste* cherchait à distinguer cette ligue naissante des autres courants socialistes alors existants. Frappé de censure dans de nombreux pays, le *Manifeste* va toutefois connaître un immense succès au cours des décennies suivantes... tout particulièrement chez les « enfants » spirituels de Karl Marx. À ce titre, il peut être considéré comme l'acte fondateur qui intronise certaines grandes vérités propres au monde communiste.

La première de ces vérités est paradoxale : alors que ses auteurs considèrent le texte du Manifeste comme susceptible d'évoluer avec le temps, ils y gravent aussi des théories qui se veulent universelles, censées exister partout depuis toujours. Il en est ainsi pour la *lutte des classes* : « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes. »<sup>xiv</sup> Concrètement, selon le *Manifeste*, « homme libre et esclave, patricien et plébéien, seigneur et serf, maître et compagnon, bref, oppresseurs et opprimés ont été en constante opposition ; ils se sont mené une lutte sans répit, tantôt cachée, tantôt ouverte, une lutte qui s'est chaque fois terminée par une transformation révolutionnaire de la société tout entière ou par l'anéantissement des deux classes en lutte. »<sup>xv</sup> Aussi généreux soit-il dans ses intentions, ce point de vue en surplomb sur le monde n'est pas neutre : écrit par des Occidentaux à l'époque coloniale, il ignore tout ou presque des réalités indigènes...

<sup>3</sup> Dans les trois chapitres à venir (*Un socialisme scientifique, Le sens de l'histoire, Théorie du peuple élu et hiérarchie sociale*), toutes les citations sont extraites du *Manifeste du parti communiste*.

Si la lutte des classes peut s'appliquer dans une certaine mesure aux grands empires nés suite à la révolution néolithique il y a 10.000 ans d'ici (les élites urbaines y possédant un réel pouvoir d'oppression sur autrui), on peut difficilement la concevoir au sein des sociétés nomades de chasseurs-cueilleurs. Certes les hiérarchies sociales y existaient, les conflits et les boucs-émissaires aussi, mais sans jamais servir des pouvoirs centraux éloignés des gens ni créer d'antagonismes rigides permanents. Dans les sociétés nomades d'antan, le « pouvoir » était local mais aussi fluctuant, partagé, ambivalent. La cohésion du groupe étant un facteur déterminant pour survivre, la manière d'y tisser les liens instituait des complémentarités sociales faisant fluctuer la répartition du pouvoir. La direction des opérations pouvait varier selon le type de tâches à effectuer ou au gré des décisions du groupe, et les vérités d'un jour n'étaient pas nécessairement celles du lendemain. Même plus tard, chez les peuples d'éleveurs ou dans les premiers villages agricoles où germait une plus forte stratification sociale, le pouvoir restait chose ambivalente. Diriger le groupe était un honneur serti ou non de privilèges, mais aussi lesté d'un boulet de contraintes variant d'une société à l'autre. Par exemple, dans certaines sociétés africaines où la tribu prêtait des pouvoirs magiques à son « chef » - comme la capacité de fertiliser le territoire pour rendre la vie possible, disposer de ressources et avoir des enfants -, ce même « chef » pouvait être sacrifié s'il manquait à son devoir religieux... à cause d'une trop longue sécheresse par exemple. De même, chez les peuples amérindiens<sup>4</sup>, le pouvoir n'était ni absolu ni mobilisé par une élite homogène : pour être légitime, il devait réunir les morceaux fragmentés d'un puzzle détenus par différents groupes sociaux... incarnant différentes composantes de la population. Par exemple, dans la Cordillère des Andes, la complémentarité des contraires (haut/bas, feu/eau, ordre/désordre, extérieur/intérieur, etc.) a structuré la vie sociale durant des millénaires, des plus modestes communautés villageoises au très hiérarchisé empire inca.<sup>xvi</sup>

Sachant d'une part que les *Homo sapiens* existent approximativement depuis 300.000 ans, d'autre part que la révolution néolithique n'est apparue qu'il y a 10.000 ans environ, près de 95 % de l'histoire humaine est peuplée de sociétés nomades ne creusant pas d'inégalités abyssales en termes de droits ou de richesses parmi ses membres. Bref, « l'éternelle » lutte des classes est un concept relatif, d'une portée historique plus limitée que ne pouvaient l'imaginer Karl Marx et Friedrich Engels. Pourtant, ces derniers ne considéraient pas leur théorie comme historiquement datée, mais bien comme une véritable donnée scientifique : « Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, sur des principes, inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des rapports effectifs d'une lutte de classe qui existe, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. »<sup>xvii</sup> Il y a donc, dans le *Manifeste* (et plus généralement dans le *Capital* de Karl Marx) une prétention à saisir le monde de façon objective, fiable, certaine, pour en révéler les mystères cachés avec l'assurance de ne pas se tromper.

Ce faisant, Karl Marx et Friedrich Engels étaient victimes des croyances de leur temps : le XIX<sup>e</sup> siècle. Une époque où les scientifiques occidentaux (toutes tendances politiques confondues) rêvaient de découvrir, de façon objective, les grands principes éternels gouvernant le monde. La physique quantique, la philosophie des sciences et l'épistémologie n'étaient pas encore passées par là pour nous apprendre qu'un observateur neutre n'existe pas. Qu'il est tout simplement impossible de raconter une

---

<sup>4</sup> Noms donnés aux populations qui peuplaient l'Amérique avant sa « découverte » par Christophe Colomb et les sanglantes conquêtes occidentales.

histoire sans la farcir de biais subjectifs, notamment culturels et identitaires, étroitement liés aux croyances et valeurs dominant - de façon consciente mais surtout inconsciente - l'époque et la société dans laquelle nous vivons. À titre d'exemple, notre conception moderne de l'identité humaine réduite aux seuls *Homo sapiens* n'est pas universelle. Elle est même étroite et bornée, comme racrapotée, si on la compare aux relations identitaires forgées par les peuples animistes qui incluaient la majorité des vivants - animaux, plantes voire certains minéraux - au sein du club *des âmes pensantes dotées d'envies, de désirs, de projets, de relations, d'amitiés, d'inimitiés, de bonnes et mauvaises façons de se conduire en société* - en deux mots : de cœur et d'intelligence.<sup>xviii</sup> (Notons-le : sur base des découvertes engrangées au cours des dernières décennies, les sciences du vivant tendent à leur donner raison<sup>5</sup> !).

Ignorant les profondeurs intimes de la subjectivité inhérente à toute analyse historique ou sociologique<sup>6</sup>, Marx et Engels avaient pour ambition de mettre en place un socialisme *scientifique*. C'est-à-dire objectif et fiable à 100 %. C'est pourquoi ils écrivent dans le *Manifeste* : « Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus décidée, la plus mobilisatrice des partis ouvriers de tous les pays ; théoriquement, ils ont, sur le reste de la masse du prolétariat, l'avantage d'une vision claire des conditions, de la manière et des résultats généraux du mouvement prolétarien. »<sup>xix</sup>

## Le sens de l'histoire

Si les analyses de Marx regorgent à bien des égards de finesse et de subtilité, il est par contre un domaine où le déterminisme rigide est roi : la vision de l'histoire. Pour résumer fortement la chose, Marx pensait que chaque époque avait ses oppresseurs et ses opprimés, les premiers s'appropriant les ressources pour développer un mode de production leur permettant d'asservir les seconds. Tôt ou tard, ces derniers se rebiffent pour faire la révolution. Si celle-ci parvient à ses fins, l'ancien mode de production est alors abandonné pour faire place à une nouvelle forme d'appropriation des ressources, gérées par une nouvelle classe d'exploiteurs prenant l'ascendant sur l'ancienne élite devenue obsolète. Au cours de la longue histoire, les esclaves se sont ainsi opposés aux hommes libres, les plébéiens aux patriciens, les serfs paysans aux seigneurs médiévaux pour mener finalement aux « révolutions bourgeoises » des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, aux cours desquelles la noblesse céda le pas - et plia même le genou - devant la bourgeoisie. Propriétaire du capital, cette dernière impose son mode de production, le capitalisme et la liberté du commerce, en faisant crever de misère la classe ouvrière.

Pour Marx et Engels, cet engrenage de révolutions repose sur un mécanisme vital : le développement des forces productives. Afin de prospérer, les élites dominantes inventent de nouvelles technologies et développent de nouveaux modes de production et d'échanges. Cela modifie les dynamiques sociales et bouscule les rapports de force entre exploiters et exploités, jusqu'au jour où le développement des forces productives devient si important qu'il rend le contexte mûr pour une révolution. Un groupe social dominé prend alors l'ascendant pour dominer les autres à son tour, en les exploitant dans de nouveaux

<sup>5</sup> En témoignent notamment les nombreux essais du primatologue Frans de Waal : *Sommes-nous trop "bêtes" pour comprendre l'intelligence des animaux ? ; Le bonobo, Dieu et nous ; L'âge de l'empathie ; La dernière étreinte...*

<sup>6</sup> En 2010, René Passet a publié un livre (*Les grandes représentations du monde et de l'économie - De l'univers magique eu tourbillon créateur*) qui illustre à merveille ce propos, notamment dans la partie consacrée aux liens entre les découvertes de Charles Darwin (1809-1882) et les théories de l'histoire de Karl Marx.

modes de production. Selon Marx et Engels, c'est ainsi que la société médiévale a basculé dans le capitalisme : « à un certain stade du développement de ces moyens de production et d'échange, les conditions dans lesquelles la société féodale produisait et échangeait, l'organisation féodale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot les conditions de la propriété féodale ne correspondirent plus aux forces productives déjà développées. Elles entravaient la production au lieu de l'encourager. Elles se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait donc les briser, elles le furent. Elles furent remplacées par la libre concurrence avec l'organisation sociale et politique appropriée, avec la domination économique et politique de la classe bourgeoise. »<sup>xx</sup>

Pour Karl Marx et Friedrich Engels, les forces productives fonctionnent un peu comme une larve d'insecte dans un cocon : dans un premier temps, elles correspondent à la taille et aux besoins de l'élite dominante (qui fait ici office de cocon). Puis, en se développant, la larve des forces productives crée des tensions grandissantes entre dominants et dominés qui finissent un jour par rompre le cocon : l'élite dominante s'étiolle alors pour laisser place à une nouvelle élite, tissant un autre cocon, plus vaste, plus efficace, toujours oppressif, jusqu'au moment où la croissance des forces productives et des tensions internes parvient à le rompre à son tour.

Appliqué au capitalisme du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement des forces productives se nourrit de la grande industrie et de l'extension planétaire des réseaux marchands car « la bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner toujours plus avant les instruments de production, donc les rapports de production, donc l'ensemble des rapports sociaux. »<sup>xxi</sup> Chemin faisant, la bourgeoisie piétine et détruit de nombreuses organisations sociales liées au passé, pour créer un monde où ne subsiste « d'autre lien entre l'homme et l'homme que l'intérêt nu, que le froid "argent comptant". »<sup>xxii</sup> Aussi cruelle soit-elle pour les personnes qui en souffrent, cette oppression n'est qu'éphémère. Car elle nourrit en son sein une masse croissante de gens déçus et exploités : « les anciennes petites classes moyennes, les petits industriels, commerçants et rentiers, les artisans et paysans, toutes ces classes sombrent dans le prolétariat, soit que leur petit capital ne suffise pas à pratiquer la grande industrie et ne résiste pas à la concurrence des plus grands capitalistes, soit que leur habileté soit dévalorisée par de nouveaux procédés de production. Ainsi le prolétariat se recrute dans toutes les classes de la population. »<sup>xxiii</sup>

L'histoire au long cours se poursuit donc : en développant de nouvelles forces productives pour répondre à ses besoins, la bourgeoisie génère également toujours plus de raisons de s'opposer à elles. Sans y mettre le moindre soupçon de doute (ce qui peut aussi s'expliquer par les crises de surproduction qui se succèdent alors à un rythme effréné), Marx et Engels prédisent l'avènement prochain de la révolution prolétarienne : « le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie dont la bourgeoisie est l'agent dépourvu de volonté et de résistance, substitue à l'isolement des ouvriers, dans la concurrence, leur union révolutionnaire dans l'association. Avec le développement de la grande industrie, la bourgeoisie voit se dérober sous ses pieds la base même sur laquelle elle produit et s'approprie les produits. Elle produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inéluctables. »<sup>xxiv</sup>

## Théorie du peuple et hiérarchie sociale

Porté par le développement des forces productives, l'avenir a donc pour Marx et Engels une destination objectivement identifiable : la révolution prolétarienne. Et contrairement aux révolutions d'antan, celle-ci ne va pas forger un cocon oppressant appelé à se rompre. En effet, si les révolutions passées ont toujours donné naissance à de nouvelles formes d'exploitation (« toutes les classes, qui ont précédemment conquis la suprématie, se sont efforcées d'assurer leurs conditions de vie acquises en soumettant la société entière à leur propre mode d'appropriation. »<sup>xxv</sup>), il n'en sera pas de même avec la classe ouvrière selon les auteurs du *Manifeste*.

Certes, comme tant d'autres classes opprimées auparavant (bourgeoisie comprise), le monde ouvrier va prendre le pouvoir par la force : « le prolétariat utilisera sa domination politique pour arracher peu à peu tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter le plus rapidement possible la masse des forces de production. Mais cela ne peut naturellement se produire au départ qu'au moyen d'intrusions despotiques dans le droit de propriété et les rapports de production bourgeois, donc par des mesures qui paraissent économiquement insuffisantes et insoutenables, mais qui se dépassent elles-mêmes au cours du mouvement, et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »<sup>xxvi</sup>

En prenant le pouvoir, la classe ouvrière va nécessairement abolir les mécanismes constitutifs du capitalisme pour arracher des mains de la bourgeoisie le monopole des moyens de production. Autrement dit, le communisme veut supprimer la propriété privée dès lors qu'elle permet de s'enrichir en pillant la force de travail des salariés. En lieu et place, ils imaginent des ressources socialisées que la libre-association ouvrière formant le nouvel État va mettre au service de tous. Par on ne sait quel miracle, le monde ouvrier libéré de ses chaînes est censé échapper à l'envie d'opprimer son prochain pour accoucher d'un monde idyllique sans hiérarchie ni dominance : « les différences de classes une fois disparues au cours du développement, et toute la production concentrée entre les mains d'individus associés, les pouvoirs publics perdent leur caractère politique. [...] Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, doit nécessairement s'unir en une classe, s'il se constitue en classe dominante à la suite d'une révolution, et s'il abolit par la violence, en tant que classe dominante, les anciens rapports de production, il abolit du même coup avec ces rapports de production les conditions d'existence de l'opposition de classe, et par là même les classes, et par suite sa propre domination de classe. À la place de l'ancienne société bourgeoise avec ses classes et ses oppositions de classe surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »<sup>xxvii</sup>

Se démarquant de tous les groupes sociaux qui ont façonné la longue histoire humaine, le prolétariat librement organisé échapperait donc aux rapports de force, à l'éternelle malédiction de créer du pouvoir et d'en abuser, pour engendrer une société harmonieuse où chaque humain serait l'égal de l'autre. Une sorte de socialisme parfait réalisé sur Terre ! Évidemment, il s'agit d'une chimère. D'un rêve éveillé. D'une belle utopie pouvant servir de ligne d'horizon vers laquelle tendre, mais qu'il est impossible de toucher du doigt en raison d'un « détail » essentiel : la vie. Bien avant l'apparition des

premiers humains, les animaux vivant en société avaient déjà inventé l'empathie et la subjectivité, c'est-à-dire le besoin de préférer certains êtres à d'autres. Des millions d'années plus tard, cette logique est toujours la nôtre quand, pour vivre en société, nous nous référons à des critères identitaires pour distinguer - en leur accordant des statuts plus ou moins prestigieux, en leur confiant des missions particulières, en leur conférant des droits et devoirs spécifiques, etc. - certains groupes sociaux. Il en est ainsi de la famille par exemple, où le statut des enfants n'est pas celui des parents. Des plus lointaines tribus antiques aux sociétés contemporaines, nul n'échappe au besoin de dresser des frontières entre « nous » et « les autres », notamment pour valoriser certains groupes sociaux et jeter l'opprobre sur d'autres.

Le *Manifeste du parti communiste* en est d'ailleurs une parfaite illustration. À son sommet idéologique, il y a un « peuple élu » qui se distingue de tous les autres : le prolétariat organisé en libre association. Auréolé du pouvoir d'abolir toute forme d'oppression (ce que nul n'est parvenu à faire auparavant), il est un peu le Jésus-Christ de Karl Marx et Friedrich Engels. Le seul messie à suivre pour sortir des méandres nauséabonds du capitalisme. Comparé à la classe ouvrière, toutes les autres formes d'organisations sociales (passées comme présentes) font pâle figure dans le *Manifeste*. Il en est ainsi des peuples indigènes par exemple : bien qu'exploités et opprimés par l'Occident colonial, leur sort spécifique n'intéresse guère Marx et Engels. Si ces derniers évoquent les populations colonisées, c'est presque par hasard, au détour de déambulations théoriques où les brèves apparitions des « pays barbares ou à demi-barbares » s'accompagnent des clichés péjoratifs de l'époque coloniale distinguant la civilisation occidentale des « barbares xénophobes les plus entêtés »<sup>xxviii</sup>. Partant d'une sombre nuit primitive peuplée de sauvages peu amènes pour avancer ensuite, cahin-caha, vers un monde meilleur où progrès technique et humain marchent main dans la main jusqu'à la révolution prolétarienne, le *sens de l'histoire* dévoilé par les pères fondateurs du communisme est en parfaite symbiose avec l'idéologie évolutionniste et les poncifs discriminatoires de leur temps.

Finalement, dans la perspective de la *lutte des classes*, les peuples indigènes (tout comme les nobles, les paysans, les bourgeois, etc.) sont nés du mauvais côté de l'histoire. Ils appartiennent à un passé qu'il faut fuir pour aller de l'avant. Sous l'action bénéfique du développement des forces productives, ils sont voués à se désagréger pour se fondre dans le prolétariat, seul cœur battant du socialisme heureux de demain. Tel est le *sens correct de l'histoire*. La seule manière scientifique d'en parler selon Marx et Engels. D'ailleurs, pour jauger les mouvements socialistes concurrents, c'est leur degré de proximité ou d'éloignement avec la vision communiste de l'histoire qui leur vaut d'être qualifiés tantôt de conservateurs, tantôt d'utopistes, les pires d'entre eux étant les réactionnaires – un péché ultime qui consiste à vouloir « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. »<sup>xxix</sup>

## Du *Manifeste* à l'URSS

Ici s'achève notre parcours du *Manifeste du parti communiste* où, signalons-le, nous avons surtout mis en évidence les parties les plus rigides, donc aussi les moins riches, du raisonnement communiste de l'époque. Nous pouvons à présent en revenir aux ponts virtuels existant avec le régime politique de l'URSS né, pour rappel, plus de sept décennies après la publication du *Manifeste*.

Le premier pont est celui des certitudes absolues : de toutes les forces socialistes, les communistes seraient les seuls à voir clairement le *sens de l'histoire*. Grâce aux armes théoriques forgées par Marx et Engels, ils se sentent beaucoup mieux placés que tous les autres pour comprendre et le rôle historique du prolétariat, et la nécessité de développer les forces productives avivant les tensions au sein du capitalisme jusqu'à provoquer sa destruction, au terme d'une révolution abolissant toute forme de propriété bourgeoise. Le passage en force de Lénine pour s'emparer du pouvoir et mettre fin à tout pluralisme politique en Russie s'inscrit clairement dans cette logique.

Deuxième pont : le développement des forces productives. Selon le *Manifeste*, la croissance des manufactures, des réseaux marchands et des innovations techniques capitalistes était un facteur déterminant pour que l'histoire avance de quelques pas supplémentaires... Or, Marx et Engels rêvaient de la voir courir à vive allure pour atteindre l'étape suivante : la révolution prolétarienne. Autrement dit, l'essor de l'économie est une nécessité absolue selon les pères fondateurs du communisme. Cette leçon théorique, les Bolcheviks de Russie vont en faire un bréviaire en misant gros sur le développement des activités industrielles... quitte à mettre sens dessus dessous la société russe et le monde des campagnes comme on l'a vu précédemment.

Troisième pont : l'assaut contre la propriété privée et la socialisation des moyens de production. Même si ces mesures n'étaient pas gravées pour l'éternité dans le marbre (Karl Marx et Friedrich Engels faisant savoir qu'elles étaient appelées à évoluer en fonction des circonstances historiques), il y a dans le *Manifeste* des propositions concrètes qui ne sont pas sans rappeler la politique collectiviste de l'URSS. Citons-les : « expropriation de la liberté foncière », « impôt fortement progressif », « abolition de l'héritage », « confiscation de la propriété de tous les émigrés et rebelles », « centralisation du crédit entre les mains de l'État au moyen d'une banque nationale et à monopole exclusif », « centralisation de tous les moyens de production entre les mains de l'État », « multiplication des manufactures nationales, des instruments de production, défrichement et amélioration des terres selon un plan collectif » avec l'« obligation de travail pour tous » et l'« organisation d'armées industrielles, particulièrement pour l'agriculture. »<sup>xxx</sup>

Plus faciles à coucher sur papier qu'à réaliser dans une société réelle, toutes ces propositions - imposées unilatéralement, de façon simultanée et dans une logique jusqu'au-boutiste - ne peuvent qu'attiser les tensions et entraîner moult résistances de la part des groupes sociaux qui en sont victimes. Le bras de fer opposant Moscou au paysans « kolkhorisés »<sup>7</sup> de force en est une illustration frappante. Pour gagner la partie à l'aube des années 1930, le parti communiste d'URSS s'est engagé résolument, au point de s'y enfoncer jusqu'à la folie, dans les marécages d'un pouvoir absolutiste. Abusant de contrôles, de violences et de répressions massives, le pouvoir central a imposé, du haut vers le bas, ses dogmes et diktats à toutes les communautés locales (administration, échelons inférieurs du parti, usines, villages, etc.).

C'est ici qu'a lieu le divorce profond, irrémédiable, entre l'URSS et l'esprit du *Manifeste du parti communiste*. Karl Marx et Friedrich Engels rêvaient d'un monde de libre-association, où la base ouvrière devait jouir d'une grande autonomie afin d'émanciper l'ensemble de la société. Soit l'exact inverse de

---

<sup>7</sup> Pour rappel, les kolkhozes étaient des fermes collectives où la « coopération forcée » était de mise.



ce qui s'est produit en URSS : à l'instar de nombreux groupes sociaux, les ouvrières furent de simples pions sur l'échiquier du pouvoir rouge, reposant *de facto* dans les mains d'un État-Tyran incarné par le parti, l'administration et les services de sécurité. Raison pour laquelle le prolétariat, ce peuple élu cher au cœur de Marx et Engels, ne fut qu'un slogan creux dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques se revendiquant, à l'échelle du monde, comme le seul porte-drapeau du communisme réel (à tout le moins jusqu'en 1949 et l'arrivée au pouvoir de Máo Zédōng en République populaire de Chine, une autre dictature rouge).

## Qu'ils soient rouges ou noirs, les paradis terrestres n'existent pas

Que retenir de cet échec ?

À plus de 70 ans d'intervalle, le *Manifeste du parti communiste* et le régime politique qui s'en disait issu présentent des dissemblances et des similitudes. Selon ce qu'on choisit d'y voir, selon qu'on s'attache à traverser les ponts existants ou à mesurer la profondeur de l'abîme séparant le projet théorique de sa prétendue réalisation, on peut parvenir à deux conclusions diamétralement opposées.

Pour les communistes gravitant dans l'orbite de Moscou - qu'on qualifiera ici d'orthodoxes -, l'URSS était le paradis sur Terre. Aveugles à la folie répressive des dirigeants communistes, ils voulaient y voir l'heureuse patrie du socialisme réalisé sur Terre, avec la ferme intention d'en faire bientôt l'avenir universel du genre humain. Une position qui fut souvent (mais pas toujours) le credo des partis communistes officiels établis hors de l'URSS, où le purisme idéologique prosoviétique se figea en dogme n'acceptant aucune divergence de vue. Même en 1968, lorsque les chars russes envahissent au grand jour Prague pour annihiler l'essai politique tchécoslovaque d'un « communisme à visage humain », nombreuses furent les organisations communistes orthodoxes à bannir toute contestation dans leurs rangs, celles-ci ne pouvant que « faire le jeu de l'ennemi ». Brandissant comme autant de victoires certaines réussites de l'URSS dans le développement des arts, des sciences, de la médecine, des services publics ou encore la mise à mort de dictatures pro-américaines (comme le régime mafieux sévissant à Cuba jusqu'à la prise de pouvoir de Fidel Castro et Che Guevara), ces communistes orthodoxes menaient partout une opposition farouche au capitalisme en revendiquant invariablement l'URSS comme modèle.

Bien plus sensée, la position opposée consistait à critiquer la dictature sévissant en URSS (ce qui n'empêche pas, comme le fit Moshe Lewin, d'introduire des nuances historiques et contextuelles). Une opinion partagée par une multitude de groupes sociaux antagonistes. D'un côté, il y avait bien entendu la critique caricaturale des tenants de l'ordre libéral-chrétien : États-Unis d'Amérique, gouvernements alliés et ensemble des partis politiques opposés à tout projet socialiste. De l'autre côté, les forces de gauche non alignées sur Moscou constituaient un patchwork hétéroclite de mouvements sociaux toujours pluriel : anarchistes révolutionnaires, communistes hétérodoxes refusant de voir l'URSS de Staline comme la réalisation concrète du projet de Marx et d'Engels, partisans d'un socialisme démocratique voulant certes bousculer le capitalisme mais en prenant la voie de réformes plus ou moins radicales du système.

Parmi ces opposants de gauche à l'URSS, les révolutionnaires s'éparpillaient en multiples mouvances allant des anarchistes aux communistes hétérodoxes. Nombre d'entre eux restaient séduits par certaines grandes figures du combat communiste tels que Fidel Castro, Che Guevara, Lénine ou Léon Trotski. (Dans un merveilleux roman intitulé *L'homme qui aimait les chiens*, l'écrivain cubain Leonardo Padura entrecroise la disgrâce de Trotski et son exil au Mexique avec le parcours de son assassin Ramon Mercader, agissant sur ordre de Moscou.) Pour certains, le communisme d'URSS avait dévié de son orbite avec Staline. Pour d'autres, le communisme d'URSS était à jeter à la poubelle dès la prise de pouvoir de Lénine. Pour d'autres encore, c'est le principe même du communisme qu'il fallait condamner, c'est Karl Marx et Friedrich Engels qu'il fallait jeter aux oubliettes de l'histoire.

En réalité, le bilan à tirer de l'existence de l'URSS est tout autre, plus large et paradoxal.

Tout autre : comme on l'a dit précédemment, l'œuvre foisonnante de Marx est loin d'être entièrement soluble dans l'URSS. Certes, il existe des passages rigides et déterministes (« dictés » en quelque sorte par la culture évolutionniste du XIX<sup>e</sup> siècle) que nous avons mis sur le devant de la scène dans les paragraphes précédents. Toutefois, cela ne peut ni faire oublier les analyses subtiles des rouages du capitalisme, ni effacer les critiques brillamment argumentées contre le libéralisme économique, ni oblitérer les centaines de pages que Marx a consacrées à dénoncer la tyrannie bourgeoise sur le monde ouvrier.

Plus large : en dépit de leurs divergences profondes, tous les révolutionnaires (anarchistes, communistes orthodoxes et hétérodoxes) partageaient un rêve commun. Celui de renverser brutalement le capitalisme pour accoucher d'un monde égalitaire, sans oppression, dégagé du poids étouffant des structures étatiques. Hélas, les paradis rouges ou noirs n'existent pas. Autrement dit, les rêves parfaits sont trop beaux pour être vrais. Faire germer un collectif planétaire sans contradictions, sans rapports de force, sans hiérarchies politiques ou distinctions sociales est un pur fantasme de l'esprit. Un projet hors-sol magnifique sur papier, mais qui tourne à l'enfer pavé de bonnes intentions dès qu'on veut forcer sa réalisation dans une société bien réelle. Vue à hauteur du XXI<sup>e</sup> siècle, l'histoire de l'URSS a au moins ce mérite : prévenir les utopistes de tous bords qu'à vouloir toucher du doigt l'horizon d'un monde idyllique, on finit par mettre le pied dans des engrenages toxiques qui font tourner la roue de l'utopie à l'envers, transformant alors un merveilleux rêve égalitaire en cauchemar éveillé sur Terre. Comme l'a joliment écrit Louis Aragon (1897-1982), communiste orthodoxe mais fabuleux poète, « *songez qu'on n'arrête jamais de sa battre et qu'avoir vaincu n'est trois fois rien. Et que tout est remis en cause du moment que l'homme de l'homme est comptable. Nous avons vu faire de grandes choses mais il y en eut d'épouvantables. Car il n'est pas toujours facile de savoir où est le mal où est le bien.* »<sup>xxxii</sup>

À ce constat réaliste, ajoutons alors ce bémol paradoxal : par son existence sur un vaste territoire, par son statut de superpuissance planétaire, par l'espoir qu'elle a insufflé à de nombreux mouvements révolutionnaires, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a aussi provoqué une « peur du rouge » au sein des élites européennes. Ce qui a donné au mouvement ouvrier une aura sans pareille pour faire trembler sur ses bases l'ordre libéral-chrétien. Effrayées par le succès populaire des idéaux révolutionnaires, les grèves massives et la détermination du mouvement ouvrier, les gouvernements occidentaux ont eu peur de perdre la partie. Pour s'éviter une défaite au jeu cruel de la *lutte des classes*,

les élites politiques partageant l'imaginaire marchand des grands capitalistes ont alors usé de diverses options pour l'emporter sur le communisme. Mentir. Ruser. Réprimer. Tyranniser. Mais aussi admettre qu'à la guerre, quand l'ennemi est trop fort, mieux vaut parfois négocier...

## Apports des révolutionnaires dans le bras de fer entre ouvriers et capitalistes

Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle la bourgeoisie et ses alliés politiques ont réprimé, autant qu'ils le pouvaient, les luttes ouvrières exigeant des droits collectifs et un minimum de dignité pour les travailleuses. Qu'on parle du travail des enfants, de l'absence de congés, de salaires misérables pour des journées de labeur interminables ou bien encore de conditions de travail dangereuses voire mortelles, rien de tout cela ne paraissait injuste ou inhumain aux yeux des grands capitaines de l'industrie capitaliste. À leurs yeux, le peuple ouvrier devait se contenter d'être docile et obéissant, toujours prêt à courber l'échine devant les attentes du patron.

Pour que les choses bougent en leur faveur, les gens modestes ont dû s'organiser et se battre ensemble au risque de finir en prison, d'être viré de leur boulot ou d'y perdre carrément la vie. L'État soutenait en effet corps et âme les patrons en réprimant durement les foules en colère traitées comme de dangereux démons. Malgré tout, de victoires en déroutes, les gens modestes n'ont rien lâché. Leurs conditions de vie étaient si avilissantes et précaires qu'ils n'avaient pas grand-chose à perdre. Toutefois, le désespoir seul ne suffit pas à rassembler des foules. Pour se battre et conquérir des droits, il faut aussi avoir l'espoir que de meilleurs lendemains sont possibles. Il faut croire qu'en agissant collectivement les choses peuvent s'améliorer. Et ce rêve capable d'agiter les foules, ce sont les diverses mouvances du socialisme qui lui ont donné vie. Anarchistes de gauche, communistes révolutionnaires, socialistes réformistes : tous ont contribué aux premiers succès du mouvement ouvrier.

Parmi eux, les révolutionnaires ont joué un rôle essentiel.

Tout d'abord, leur promesse d'un monde débarrassé de toute oppression enflammait les esprits et la volonté de lutter jusqu'à la victoire. Prenons par exemple le marxisme. Il avait le mérite d'offrir une lecture claire des enjeux : si les travailleurs trimaient du matin au soir pour des salaires de misère, la faute incombait à la voracité sans frein des capitalistes. L'usine était organisée comme un camp militaire avec ses murs d'enceinte, une hiérarchie stricte, des ordres beuglés d'en-haut et une implacable discipline. Celle-ci offrait en pâture aux machines des corps et des muscles payés trois fois rien. C'est donc sur la misère et la sueur d'autres humains que les propriétaires de capitaux s'enrichissaient quotidiennement. Pour amasser des fortunes colossales, les capitalistes étaient prêts à tout... y compris se dévorer entre eux ! Dans *Le Capital*, Karl Marx explique comment les capitalistes aux épaules trop frêles pour suivre la cadence des luttes commerciales tombent ou se font avaler par plus gros qu'eux : « La bataille de la concurrence se mène par l'abaissement du prix des marchandises. Le bas prix des marchandises dépend, *caeteris paribus*, de la productivité du travail, mais celle-ci dépend de l'échelle de la production. Il s'ensuit que les capitaux plus grands battent les plus petits. » Ainsi, la concurrence

« se termine toujours par la ruine de nombreux petits capitalistes, dont les capitaux passent, pour une part entre les mains du vainqueur et, pour l'autre, trépassent. »<sup>xxxii</sup>

Dans le capitalisme décrit par Marx, la logique du marché est semblable à celle du poker : au fur et à mesure que les perdants disparaissent dans les couches misérables de la société, le stock de capital possédé par les vainqueurs grossit jusqu'à bâtir des fortunes colossales... qui sont autant d'instruments de pouvoir redoutables. En faisant un lien entre l'accumulation de richesses des détenteurs de capitaux et le basculement dans la pauvreté des salariées et des capitalistes ruinés, Karl Marx parlait immanquablement au cœur des innombrables prolétaires travaillant nuit et jour sans même gagner de quoi nourrir correctement leurs enfants. À tous ces déçus miséreux des régimes politiques dominant l'Europe du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le marxisme (et les socialismes révolutionnaires en général) offrait un formidable galvanisant : si l'on voulait que ça change, il fallait s'unir, s'organiser et se battre contre les capitalistes et leurs alliés politiques jusqu'à les faire plier.

À ces apports théoriques du marxisme, ajoutons que l'existence de l'URSS - présentée à tort comme une sorte de paradis rouge sur Terre - a eu un effet « épouvantail » sur les dirigeants du monde capitaliste. Jusqu'alors sourdes aux appels de la rue, les élites marchandes et politiques ont pris peur face aux succès populaires des socialismes radicaux. Elles ont craint que les petites mains disparates exploitées dans leurs usines - une fois rassemblées en foule déterminée à obtenir un monde plus juste - ne les expulsent *manu militari* de leur tour d'ivoire dorée. Pour y rester, elles ont alors concédé aux simples mortels des conquêtes culturelles sociales et démocratiques qui ont profondément transformé les sociétés occidentales.

## Le vent réformiste des conquêtes culturelles, démocratiques et sociales

Grâce à la pression mise par les révolutionnaires et les radicaux, des droits nouveaux ont été accordés aux exclus du système : autorisation de créer des mutuelles et des syndicats, élargissement du droit de vote égalitaire, liberté d'expression et d'édition, possibilité de faire grève et de manifester, etc. Devenues citoyennes à part entière, les couches sociales les plus modestes ont pu envoyer dans les parlements des élus pour les représenter. Et lorsque le rapport de forces basculait en leur faveur, des réformes législatives étaient mises en œuvre pour démocratiser les institutions existantes et imposer de massives redistributions des richesses.

Pour ce qui concerne les institutions, le monde ouvrier a gagné le droit d'y devenir un contre-pouvoir officiel autorisé à négocier, avec le monde patronal, des droits et des devoirs mieux équilibrés entre salariés et détenteurs de capitaux. Cette démocratisation des institutions s'est effectuée au sein des pouvoirs publics mais également - il ne faut pas l'oublier - au sein des entreprises privées : là où le patronat était jadis tout puissant et seul maître à bord, il devait désormais accepter la présence légale de délégations syndicales représentant les intérêts collectifs des salariées. Ces mutations institutionnelles ont notamment donné vie à l'adoption de nombreuses lois sociales comme les réductions collectives du temps de travail, l'augmentation des salaires ou bien encore l'adoption de mesures d'hygiène et de sécurité pour que les gens ne soient plus obligés de risquer leur vie sur leur

lieu de travail. L'État a également été reconnu comme un acteur légitime de l'économie. Désormais, il pouvait réguler la vie des entreprises privées mais aussi posséder ses propres entreprises publiques - que ce soit en raison de leur rôle-clé stratégique ou des nombreux emplois existants à préserver. C'est ainsi que des secteurs privés d'activité marchande ont été nationalisés pour confier à l'État-Providence, ce gardien de l'intérêt général, la tâche épineuse d'éviter les crises économiques et de créer de l'emploi afin de garantir une bonne harmonie sociale.

Alors que l'État typiquement bourgeois fonctionnait sur le mode d'une privatisation exacerbée de tous les secteurs d'activité, l'avènement de l'État-Providence s'est traduit par des mutualisations massives des richesses. Au nom de l'intérêt général, des taxations élevées ont prélevé d'importantes fractions de leurs revenus aux plus fortunés (entreprises comme individus) pour les redistribuer à la population sous forme de services publics. Qu'on parle d'accès aux transports à tarif réduit pour les familles nombreuses, de bourses d'études octroyées à des étudiants issus de familles sans le sou, de la construction de logements sociaux ou encore de l'engagement d'inspecteurs chargés de vérifier le respect des législations sociales dans les usines, ces services publics ont octroyé des biens et services collectifs à l'ensemble de la population. Parmi ces biens et services collectifs fournis par l'État, il faut citer les subsides alloués à de nombreuses organisations culturelles et humanitaires ne visant aucun objectif commercial. Du secteur associatif au monde artistique, de nombreuses ONG et espaces culturels ont pu voir le jour pour défendre des groupes marginaux ou transmettre des valeurs culturelles différentes de l'idéologie dominante. Par leur existence, ces organisations à but non lucratif ont aussi contribué à démocratiser les sociétés occidentales, notamment en élargissant le débat public à des enjeux cruciaux comme le droit des femmes ou la coopération au développement.

À ces constats positifs, ajoutons une autre conquête fondamentale du monde ouvrier : la création, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, de systèmes de sécurité sociale. Concrètement, il s'agit d'une politique très ambitieuse de mutualisation des richesses via la constitution d'un immense pot commun financé, de façon obligatoire, par toutes les personnes actives dans la société selon le principe « *chacun contribue selon ses moyens* ». Ensuite, l'argent de ce pot commun est redistribué sans discrimination aux personnes plongées dans des situations spécifiques : allocations familiales pour les parents d'enfants, allocations de chômage pour les personnes sans travail, congés payés pour les salariés, aide financière pour les personnes handicapées ou victimes d'un accident du travail, droit à la pension pour les personnes âgées et, last but not least, aides financières conséquentes pour permettre l'accès de toutes et tous aux soins de santé (visite chez un médecin, achat de médicaments, prise en charge d'une grande partie des frais d'hospitalisation). Qu'importe que les personnes aidées soient riches ou pauvres, ces redistributions financières sont accordées selon le principe « *à chacun selon ses besoins* ».

On l'oublie trop souvent : si les sociétés occidentales se sont démocratisées pour offrir de bonnes conditions de vie à une large partie de la population, c'est essentiellement à ces conquêtes du monde ouvrier qu'on le doit. Et bien que l'essentiel de ces victoires soit passé par la voie institutionnelle de réformes législatives accordant de nouveaux droits collectifs et libertés aux populations - donnant ainsi raison aux courants réformistes du socialisme -, le bras de fer nécessaire pour faire plier les élites du monde capitaliste fut remporté, en grande partie, grâce à la détermination farouche et aux mobilisations massives orchestrées par les gauches radicales et révolutionnaires. Bref, réformistes et

révolutionnaires ont contribué - chacun à leur manière - à transformer les sociétés occidentales de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle en endroits où il fait bon vivre.

Pour être complet, il faut aussi concéder que ces progrès remarquables n'en restaient pas moins partiels. Tout d'abord, de nombreuses catégories de gens vivant en Occident restaient discriminées de façon négative : c'était notamment le cas des femmes, des migrants, des personnes victimes de racisme, et de tous ces gens traités comme autant de « déchets humains » en raison de leurs croyances religieuses ou de leur attirance sexuelle pour les personnes du même sexe. De nouvelles conquêtes étaient donc nécessaires pour améliorer davantage le principe d'égalité dans les sociétés européennes, où certaines discriminations antiques survivaient jusqu'au cœur des États-Providence. Par ailleurs, vues à l'échelle du monde, ces conquêtes ouvrières étaient des succès locaux hélas cantonnés à une poignée de pays riches et dominants. Ces îlots de prospérité coexistaient donc avec une myriade de dictatures et régimes militaires réprimant féroce ment leur population. Loin d'être le fruit du hasard ou de la malchance, ces régimes oppressifs étaient en réalité soutenus par les principales puissances capitalistes - comme les États-Unis désireux de contrer l'influence mondiale du communisme - voulant s'assurer l'accès à d'abondantes matières premières et autres ressources énergétiques<sup>xxxiii</sup>.

Pour vivre dans un monde réellement plus juste, les mouvements sociaux et politiques défendant des objectifs solidaires avaient donc encore énormément de pain sur la planche. Or, à partir des années 1970, on a assisté à un formidable retour de balancier idéologique : désireux de ne plus brader leurs ressources énergétiques à vil prix, les membres de *l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole* (OPEP) ont orchestré une hausse phénoménale des prix qui a laissé les dirigeants occidentaux béats de surprise. Confrontées à une hausse soudaine des prix de l'énergie, des entreprises ont fait faillite et des multitudes de salariés ont perdu leur emploi pour engendrer une situation inédite : la montée du chômage conjuguée à une hausse du coût de la vie. La recette miracle qui avait façonné les Trente Glorieuses de l'État-Providence cessa brutalement de fonctionner, à charge pour le monde politique de réinventer la manière de vivre en société...

## Sans gauche radicale forte, la boussole des solidarités cesse de fonctionner

Au moment des chocs pétroliers, l'influence de la gauche radicale avait largement décru dans les pays riches. D'une part, les États-Unis avaient tout fait pour rendre impopulaire la gauche radicale en l'associant exclusivement à une forme d'extrémisme anti-démocratique. Passant sous silence ses apports fondamentaux dans les progrès sociaux des décennies précédentes, niant de surcroît son rôle de contre-pouvoir apportant un regard critique sur les multiples oppressions subsistant dans le monde capitaliste, les États-Unis ont véhiculé une image démoniaque du marxisme et des mouvements de gauche radicale. Se faisant, l'Oncle Sam est parvenu à tendre une sorte de cordon sanitaire entre les gauches réformistes et radicales... D'autre part, les nombreuses réformes engrangées par les conquêtes ouvrières avaient considérablement amélioré les conditions de vie du plus grand nombre. C'est pourquoi d'innombrables salariés ne ressentaient plus le besoin de soutenir des mouvements

révolutionnaires exigeant des transformations radicales du capitalisme. En offrant des salaires convenables, du temps de loisir conséquent et des congés payés, le système tel qu'il existait leur convenait très bien.

Au moment d'imaginer un renouveau politique à l'État-Providence sonné et groggy sous les uppercuts des chocs pétroliers, la gauche réformiste était donc la principale force politique se revendiquant du socialisme. Elle faisait de surcroît cavalier seul en considérant la gauche radicale et révolutionnaire comme une troupe d'extrémistes ; le banc patronal, à l'inverse, était vu comme un partenaire fiable de négociation. En abandonnant la boussole idéologique qui avait jadis conduit aux grandes conquêtes ouvrières, les socialistes réformistes étaient comme perdus. Malléables à souhait, ils se sont laissés emporter par des radicaux d'un autre genre : les partisans du néolibéralisme.

Pour expliquer la crise économique, des dirigeants politiques comme Ronald Reagan (1911-2004) ou Margareth Thatcher (1925-2013) ont lancé des anathèmes contre l'État-Providence. Ils ont accusé la solidarité de tous les maux et proposé un panel de mesures faisant de l'égoïsme le nouveau centre de gravité du monde politique. Leur idée de base était simple : pour relancer la croissance économique, il fallait libérer les riches du fardeau oppressant des taxes et briser les chaînes encombrantes de législations étatiques kafkaïennes emprisonnant les entreprises. L'État-Providence devait donc subir un régime financier draconien en abandonnant de nombreux services rendus à la population. En lieu et place, les gouvernements devaient se concentrer sur la seule tâche qui importe vraiment dans un monde néolibéral : se mettre au service du marché et des investisseurs en adoptant des lois favorables à la libre-concurrence.

Des cadeaux fiscaux pour les entreprises et les grandes fortunes ont ainsi été conjugués à des vagues d'austérité imposées aux pouvoirs publics. Des privatisations massives d'entreprises publiques ont également été orchestrées pour les orienter vers le profit et la rentabilité. Pour répondre aux desiderata des lobbies patronaux, des accords politiques internationaux ont adopté de nouvelles législations rendant possible, entre une multitude de pays, une libre-circulation du capital et des marchandises. La création du marché unique européen jumelé à une monnaie commune en est un exemple parmi beaucoup d'autres. Nommés « accords de libre-échange » dans le jargon néolibéral, ces ententes politiques ont considérablement accru la taille des marchés de consommateurs et ainsi permis de nombreuses fusions et acquisitions d'entreprises. Cette concentration de capitaux (conforme aux prédictions de Marx) a transformé des multinationales déjà puissantes en empires marchands titanesques. Autorisés à déplacer leur argent et marchandises d'un pays à l'autre sans régulations publiques, ces empires privés ont pris en otage les démocraties en plaçant sous leur gorge un couteau menaçant : le chantage aux délocalisations. Pour éviter des fermetures d'usine et des licenciements massifs de la main-d'œuvre, les dirigeants des États-Providence avaient désormais intérêt à raisonner comme des investisseurs. De par le monde, ceux-ci avaient l'embarras du choix pour déplacer leurs lieux de production dans des pays oppressifs où aucun droit collectif n'était accordé aux salariées. À l'inverse, les législations fiscales et sociales avancées des pays démocratiques - imposant des devoirs contraignants au secteur privé - étaient autant de corsets faisant suffoquer les entreprises situées sur ces territoires. Pour les acteurs politiques locaux, la seule solution viable (dans le cadre du néolibéralisme) était d'aguicher les investisseurs en détricotant les conquêtes ouvrières et les mécanismes institutionnels de redistribution des richesses.

En libérant les flux mondiaux de capitaux et de marchandises, les politiques dites de « libre-échange » ont donc offert à un groupe social très puissant (les actionnaires majoritaires de firmes multinationales)

un privilège exorbitant : le *shopping législatif*. Des acteurs privés titanesques, mobiles à l'échelle de la planète, pouvaient désormais mettre en concurrence les différents régimes politiques et systèmes juridiques attachés à un territoire. Les gouvernements d'une multitude de pays ont ainsi accepté une course effrénée à la *compétitivité internationale* dans laquelle les conquêtes sociales du passé - à commencer par les droits collectifs des travailleurs - se sont transformés en boulets qu'il faut constamment alléger et réduire.

Vu de façon globale, le néolibéralisme a donc inversé le rapport de forces entre la sphère politique et le secteur privé en plaçant l'élite du monde capitaliste en position de juge international - on pourrait aussi écrire d'*électeur ultime* - des différents systèmes politiques. Leur préférence allant clairement vers des régimes tyranniques livrant aux entreprises une main-d'œuvre docile et mal payée, on a vu se généraliser une course mondiale aux profits se faisant sur le dos des salariées. En Occident, les mots *compétitivité* et *productivité* ont été mis au service d'un management presse-citron imposant une organisation du travail despotique reposant notamment sur la sous-traitance, des contrats de travail précaires, des salaires indigents, un sous-effectif chronique, une polyvalence à outrance, etc. Simultanément, les services publics et mécanismes de solidarité institués (comme l'impôt progressif ou le financement de la Sécurité sociale) ont été l'objet d'attaques patronales et gouvernementales incessantes. Au fil des décennies, les filets de protection sociale censés garantir un bien-être minimum à l'ensemble de la population ont perdu en efficacité et légitimité. C'est ce qui explique le basculement d'un nombre croissant de personnes dans la pauvreté. Indifférent à leur sort, le monde politique traditionnel a continué de libéraliser l'économie en promouvant le *shopping législatif* tout en fredonnant la maxime préférée des libéraux : l'opulence des riches est la condition première des investissements créateurs d'emploi dont les pauvres pourraient éventuellement bénéficier.

## Les crises contemporaines sont la conséquence d'une idéologie dogmatique

S'il est sorti de l'œuf au cours des années 1980 aux États-Unis et en Grande-Bretagne sous Reagan et Thatcher, la résurrection du libéralisme s'est vite généralisée dans l'ensemble du monde capitaliste. Après la chute du mur de Berlin en 1989, on a carrément vu fleurir des discours enflammés annonçant la fin de l'histoire et un avenir radieux pour l'humanité grâce au capitalisme et à l'économie de marché. Ces deux « entités » ont été présentées, toutes époques confondues, comme le meilleur mode de gouvernance possible du genre humain. Au mépris des 300.000 ans d'histoire au cours desquels les *Homo sapiens* ont expérimenté d'innombrables manières de vivre en société, soudainement il n'y avait plus qu'une seule vérité possible : ériger le monde des grands investisseurs en *peuple élu*, et tout faire pour les servir.

Depuis une quarantaine d'années, le néolibéralisme est ainsi devenu l'alpha et l'oméga de la pensée politique... y compris chez les socialistes réformistes. Après avoir abandonné leur boussole idéologique de gauche radicale et égalitaire, les partis socialistes réformistes ont accepté toutes les compromissions



avec l'idéologie libérale<sup>8</sup>. Au nom de la croissance économique, ils sont montés dans des gouvernements légalisant le *shopping législatif* des firmes multinationales sur fond de reculs sociaux et démocratiques. Désormais placés dans l'orbite d'empires marchands capables de les sanctionner via des décisions unilatérales (comme la délocalisation des lieux de production ou le licenciement massif de salariées), les parlements nationaux et leurs élus ont perdu la capacité à prendre des décisions souveraines sur leur territoire. Se faisant, le pouvoir politique - qui constitue l'assise légitime des démocraties modernes - s'est pour partie désagrégé en faveur de pouvoirs privés, centralisés dans des conseils d'administration de firmes tentaculaires où le droit d'élire ses représentants est l'apanage de millionnaires et milliardaires détenant une participation majoritaire dans ces sociétés.

À l'antipode des promesses faites au lendemain de la chute du mur de Berlin, le néolibéralisme nous a ainsi conduit à un effritement démocratique provoquant une multitude de crises culturelles, sociales et écologiques. Vu à hauteur des années 2020, le bilan des politiques néolibérales pourrait difficilement être pire :

- À l'échelle de la planète, le soutien politique sans faille aux prédatrices multinationales a provoqué une surexploitation des écosystèmes et la production exponentielle de polluants variés (dont les gaz à effet de serre). Malgré l'ampleur des dégâts déjà visibles et les prédictions alarmantes du monde scientifique pour l'avenir, le logiciel dominant la pensée politique contemporaine reste braqué sur une idéologie délétère : assurer une croissance économique perpétuelle en faisant confiance à des empires marchands dont la cupidité est le leitmotiv principal ;
- Sur le plan géopolitique, le besoin frénétique d'importer des matières premières à bas prix et de fabriquer des marchandises *low cost* a poussé l'Occident, depuis des lustres, à maintenir des milliards d'habitants dans une pauvreté endémique. À l'aide d'instruments géopolitiques variés (amitiés avec des dictateurs, corruption de dirigeants, vassalisation des populations via l'endettement de leur pays, etc.), les gouvernements des pays riches ont soutenu des régimes oppressifs (à condition qu'ils soient non communistes) sur toute la planète. Le mépris total affiché à l'égard des populations étrangères victimes de ces alliés despotiques a contribué - même si personne n'ose le reconnaître officiellement - à l'essor de mouvements terroristes dont l'Occident fut l'une des victimes. Cela a entraîné en retour l'adoption de législations liberticides rabotant les droits légitimes des citoyens d'une part, et élargissant d'autre part les moyens de contrôle, de surveillance et de répression des forces de police et de leurs sous-traitants privés. De nos jours, ces mutations juridiques sont fréquemment utilisées pour criminaliser les mouvements sociaux contestataires (monde syndical, ONG, société civile) que l'État-Providence avait jadis aidé à s'épanouir ;
- Enfin, le démantèlement progressif des conquêtes ouvrières par les politiques néolibérales a engendré une très forte dualisation sociale. Tandis qu'une poignée d'individus s'enrichissent sans d'autre limite que leur avidité infinie, des milliards d'humains basculent et végètent dans une pauvreté plus ou moins extrême. Désseparés, ces précaires parmi les précaires sont complètement abandonnés par les partis politiques traditionnels qui ont pour priorité de satisfaire le peuple élu des investisseurs.

---

<sup>8</sup> En 2021, Mateo Alaluf a publié (aux éditions Page 2 & Syllepse) un essai à ce propos : *Le socialisme malade de la social-démocratie*.

Parvenu à ce stade de l'histoire, être prophète n'est pas nécessaire pour comprendre que le néolibéralisme est une vedette en sursis sur la scène politique. Les impasses dans lesquelles cette idéologie nous a plongés sont désormais beaucoup trop fréquentes et tangibles - à l'image de la crise retentissante des *subprimes* de 2007 où les pouvoirs publics ont servi de bouée de sauvetage à des banques privées. Si d'aventure les gouvernements s'entêtent à poursuivre dans cette voie où la cupidité est le seul horizon légitime des politiques publiques, le flot de critiques et de déçus ne fera qu'enfler. L'émergence des Gilets Jaunes en 2019 ou des Jeunes manifestant pour le climat sont autant d'indices d'une révolte qui couve et se répand dans le cœur des gens. Toujours en vogue mais déjà *has been*, l'idéologie néolibérale a des allures de morte-vivante... sans qu'on sache encore ce qui va vraiment la remplacer.

## Par où est la sortie ?

La première option glanant la faveur des électeurs est hélas un monstre boursoufflé au visage hideux : les partis politiques aux idéologies discriminatoires et fascistes d'extrême-droite. Ce chemin-là est le choix du pire. Une sorte de sauve-qui-peut morbide où la recherche de boucs-émissaires et l'envie de *frapper sur plus petit que soi* sont vues comme un moyen légitime de survie dans le borbier des crises contemporaines. Alimentées par la haine et le mépris de l'autre, ces idéologies nauséabondes ont pour ambition de creuser davantage les inégalités et les discriminations. En prônant la suprématie d'un groupe social (quel qu'il soit) sur tous les autres, ces mouvements affichent le plus souvent un dédain total pour les vivants non humains. Par conséquent, ils figurent souvent parmi les premiers négationnistes du réchauffement climatique et sont les derniers à prendre au sérieux les enjeux écologiques dont ils nient (ou sous-évaluent) l'impact concret sur les populations. Bref, ces gens sont particulièrement mal armés pour combattre les méfaits du néolibéralisme. Avec leur montée en puissance, la dualisation sociale les politiques liberticides et les dégâts humains causés aux écosystèmes ne feront qu'enfler !

Une deuxième option semble bien plus désirable : plébisciter à nouveau des partis de gauche radicale. Animés par un idéal égalitaire, ces partis peuvent faire un excellent gouvernail pour mettre le cap vers davantage de solidarités. Pour réussir ce défi, les partis de gauche radicale doivent évidemment redevenir populaires, mais aussi savoir regarder leur histoire d'un œil critique pour tirer des leçons salvatrices de leurs échecs passés.

Tout d'abord, il faut abandonner l'idée qu'il existerait un peuple élu : qu'on parle des prolétaires ou des investisseurs, aucun groupe social ne mérite d'être érigé en sujet omnipotent de l'histoire. Ce qui est vrai à l'échelle locale l'est également au niveau global : développer des droits collectifs sur quelques îlots de prospérité limités à une poignée de pays riches n'a aucun sens si cette opulence se construit en laissant crever de misère le reste de la planète. Les solidarités locales doivent donc s'enraciner dans des institutions publiques défendant des droits collectifs réellement universels, avec la mise en place de mécanismes internationaux de redistribution des richesses tirant les régions les plus pauvres de la planète vers le haut (soit l'exact contraire de la philosophie contemporaine du *shopping législatif*). Chemin faisant dans cette reconfiguration des liens entre *ici et ailleurs*, ce sont aussi les rapports identitaires entre humains et non-humains qui doivent être complètement réinventés. Nos sociétés modernes se sont en effet bâties sur une illusion sournoise : l'humain vivrait sur un piédestal qui le

sépare radicalement de la nature. Appliqué en URSS comme dans le monde capitaliste, cette glorification humaniste a justifié l'asservissement d'innombrables vivants ravalés au rang de simples objets destinés à satisfaire toutes nos envies. Rien n'illustre mieux ce rapport aveugle de domination que les termes usuels employés dans le monde économique lorsqu'on parle de *matières premières* ou de *ressources naturelles*. Dans un monde égalitaire, aucun vivant ne devrait être considéré comme un simple moyen de production ! *A fortiori* lorsque la science nous apprend que l'interdépendance entre toutes les formes de vie est ce qui rend notre existence possible...

Pour rêver d'un monde meilleur, s'attaquer aux racines profondes des crises écologiques n'est pas une option mais une nécessité absolue. Nous devons faire descendre l'espèce humaine de son piédestal imaginaire pour tisser, avec les autres espèces, de nouvelles relations diplomatiques - comme le propose notamment le philosophe Baptiste Morizot<sup>9</sup> - où chacun peut s'épanouir sans piétiner l'autre. Aucune cause ne justifiant de réduire à néant des milliards de vies, il est urgent d'abandonner une vision du monde exclusivement tournée vers le développement aveugle de l'économie, où l'on nomme *production de richesses* des pratiques polluantes qui exterminent massivement les espèces et déginglent dangereusement les écosystèmes.

Si elle veut reflourir de façon légitime, la gauche radicale doit donc se fixer un objectif inédit : abandonner les cultes aveugles du développement technique et de la croissance économique. Loin de faire agoniser le capitalisme pour céder la place à un monde meilleur comme le prévoyait Marx, l'idéologie productiviste a bien au contraire permis une extension sans pareille du capitalisme. Après avoir colonisé le monde entier grâce à des technologies de plus en plus efficaces, les empires marchands contemporains lorgnent désormais vers de nouveaux horizons. Ils rêvent notamment d'exploitation minière dans l'espace et forgent des outils polluants (digitaux, génétiques, neurologiques, robotiques...) de plus en plus invasifs. Leur objectif est de transformer ce qu'il y a de plus intime dans nos vies (comme nos gènes, nos pensées et nos rêves) en vulgaire marchandise. Pour y parvenir, ils sont prêts à inventer et propager toutes sortes de mensonges - comme le conte enchanteur de *voitures électriques propres* alors que le secteur numérique est l'un des plus polluants qui soit aujourd'hui. Si l'on veut réellement s'opposer au capitalisme et à son expansion démentielle mettant en danger la survie des espèces présentes sur cette planète (nous compris), il faut renoncer aux grands rêves productivistes d'hier... Pour le dire autrement, les gauches radicales et réformistes doivent renoncer à cette illusion collective qu'elles ont trop longtemps partagée avec leurs ennemis bourgeois du camp d'en face.

---

<sup>9</sup> Lire notamment son livre *Raviver les braises du vivant* paru en 2020 chez Actes Sud.

- 
- <sup>i</sup> Article de Nicolas Werth, *Pas de révolution sans les soldats*, publié dans la revue L'Histoire n°432, pages 48-55.
- <sup>ii</sup> Article de Sabine Dullin, *Tous aux urnes !*, publié dans la revue L'Histoire n°432, pages 74-79.
- <sup>iii</sup> Article d'Emilia Koutsova, *Le rêve brisé de la démocratie directe*, publié dans la revue L'Histoire n°432, pages 60-65.
- <sup>iv</sup> Entretien avec Marc Ferro, *Personne n'avait anticipé l'explosion de Février*, publié dans la revue L'Histoire n°432, pages 34-44.
- <sup>v</sup> Sources : articles publiés dans la revue L'Histoire n°432 de Emilia Koutsova, op. cit., pages 60-65 ; Catherine Merridale, *Dans le train plombé avec Lénine*, pages 66-73 ; Sabine Dullin, op. cit., pages 74-79.
- <sup>vi</sup> Moshe Lewin, *La formation du système soviétique (Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres)*, et plus particulièrement les parties suivantes du livre : Partie II Collectivisation ou autre chose ? (Chapitres L'arrière-plan immédiat de la collectivisation soviétique & Prendre les céréales : la politique soviétique des collectes agricoles avant la guerre) ; Partie III Léninismes et changement social (chapitres Léninismes et bolchévisme à l'épreuve de l'histoire du pouvoir & Société, État et idéologie sous le premier plan quinquennal & L'arrière-plan social du Stalinisme).
- <sup>vii</sup> Ibid., pages 304, 311 & 315, 390.
- <sup>viii</sup> Karl Marx, *Le Capital (livre I)*, Paris, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1983 (1ère édition originale : 1867), pages 803-857.
- <sup>ix</sup> Moshe Lewin, op. cit., pages 137-150 & 401-405.
- <sup>x</sup> Ibid., p.348.
- <sup>xi</sup> Ibid., p.337.
- <sup>xii</sup> Ibid., p.401.
- <sup>xiii</sup> Ibid., p.398.
- <sup>xiv</sup> Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, p.51.
- <sup>xv</sup> Ibid., p.51.
- <sup>xvi</sup> Parmi les nombreux ouvrages d'anthropologie consacrés à ce sujet, on peut notamment lire (pour l'Afrique) Luc de Heusch, *Rois nés d'un cœur de vache (mythes et rites bantous)* et (pour les Andes) Jacques Malengreau, *Sociétés des Andes (des empires aux voisinages)*.
- <sup>xvii</sup> Karl Marx et Friedrich Engels op. cit., p.70.
- <sup>xviii</sup> Lire à ce propos l'impressionnant travail de recherches de Philippe Descola (notamment son livre *Par-delà nature et culture*) ou - beaucoup moins poussée mais facile à lire - ma petite *Balade au pays des premières religions*.
- <sup>xix</sup> Karl Marx et Friedrich Engels op. cit., p.70.
- <sup>xx</sup> Ibid., p.58.
- <sup>xxi</sup> Ibid., p.55.
- <sup>xxii</sup> Ibid., p.54.
- <sup>xxiii</sup> Ibid., pages 61-62
- <sup>xxiv</sup> Ibid., p.68.
- <sup>xxv</sup> Ibid., p.66.
- <sup>xxvi</sup> Ibid., p.80.
- <sup>xxvii</sup> Ibid., p.81.
- <sup>xxviii</sup> Ibid., pages 57-58.
- <sup>xxix</sup> Ibid., p.65.
- <sup>xxx</sup> Ibid., pages 80-81.
- <sup>xxxi</sup> Extrait du poème *Je me tiens sur le seuil de la vie et de la mort*, publié dans *Les poètes*.
- <sup>xxxii</sup> Karl Marx, *Le Capital (livre I)*, Paris, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1983 (1ère édition originale : 1867), p.702.
- <sup>xxxiii</sup> Lire notamment à ce propos Tim Weiner, *L'histoire de la CIA (des cendres en héritage)*, Paris, éditions Perrin (collection Tempus), 2011 (1ère édit. originale : 2007).